

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 07/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RM

94 CHS BRUNEAUT
59530 Englefontaine

Références : 2025/V3/167
Code AIOT : 0100032988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement RM implanté 94 CHS BRUNEAUT 59530 ENGLEFONTAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la liquidation judiciaire de la société RM à Englefontaine.

Le jugement ayant ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de RM situé 94 Chausse Brunehaut à Englefontaine a été rendu le 10/06/2024 et désigne en qualité de liquidateur Maître Julien MARLIERE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RM
- 94 CHS BRUNHAUT 59530 ENGLEFONTAINE
- Code AIOT : 0100032988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RM Englefontaine est déclarée au titre des rubriques suivantes depuis le 18/10/2022 :

- 2716.2, Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, 100 m3, DC
- 2713.2, Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, 100 m², D
- 2714.2, Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, 500 m3, D

La visite d'inspection du 13/10/2023 avait permis de montrer que la société exerçait des activités qui relevaient du régime de l'autorisation des ICPE, en sus des activités déclarées en préfecture.

Les activités, exercées sans autorisation administrative relèvent des rubriques suivantes :

- Rubrique 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux - Autorisation (volume constaté : 374 tonnes, bois traité et amiante)
- Rubrique 2712 - Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage - Enregistrement (surface constatée : 156 m²)
- Rubrique 2716 - Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes - Enregistrement (volume constaté : 15100 m3 de déchets non dangereux)

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets
- ISDI
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de l'arrêt définitif des activités	Code de l'environnement du 14/05/2025, article R. 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Opérations de mise en sécurité	Code de l'environnement du 14/05/2025, article R. 512-75-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (représenté par le liquidateur judiciaire) de procéder à la notification au préfet de la cessation d'activité de la société RM à Englefontaine conformément à l'article R. 512-39-1, applicable aux installations qui relevaient

du régime de l'autorisation environnementale dans un délai de 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de l'arrêt définitif des activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/05/2025, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : L'exploitant (représenté par le liquidateur judiciaire) a transmis le 9 septembre 2024 par télédéclaration la notification de cessation d'activité de la société SAS RM (SIRET n° 85340966200014) à Englefontaine. Toutefois cette notification est effectuée selon la procédure applicable au régime Déclaratif des ICPE. Or, le rapport d'inspection du 12/01/2024 établit que les activités de la société RM à Englefontaine relevaient du régime de l'Autorisation des ICPE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (représenté par le liquidateur judiciaire) de procéder à la notification au préfet de la cessation d'activité de la société RM à Englefontaine conformément à l'article R. 512-39-1, applicable aux installations qui relevaient du régime de l'autorisation environnementale dans un délai de 1 mois. L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société RM située à Englefontaine, et représentée par le liquidateur judiciaire, de transmettre l'ATTES SECUR conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement dans un délai de 6 mois et de réaliser les opérations de mise en sécurité en privilégiant l'évacuation des déchets dangereux et le contrôle des accès aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 2 : Opérations de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/05/2025, article R. 512-75-1

Thème(s) : Autre, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

Constats :

L'exploitant représenté par le liquidateur judiciaire doit réaliser les démarches liées à la cessation d'activité de RM Englefontaine comme le disposent les articles R. 512-39-1 à 3 du code de l'environnement.

La visite d'inspection vise notamment à constater la situation au regard de la mise en sécurité des installations de RM Englefontaine.

Le jour de l'inspection, l'inspection effectue une visite du site, accompagnée de l'exploitant (représenté par le liquidateur judiciaire), et de la gendarmerie (brigade de Landrecies).

L'exploitant (représenté par le liquidateur judiciaire) indique à l'inspection que les fonds disponibles dans le cadre de la liquidation judiciaire sont très limités. Il n'est pas envisageable, selon lui, de réaliser l'ensemble des opérations de mise en sécurité exigées par le code de l'environnement, et notamment l'évacuation des déchets présents sur le site.

Il est rappelé que la mise en sécurité du site fait l'objet de privilège en application des articles L. 643-8 et L. 641-13 du code du commerce.

Le jour de la visite, l'inspection constate que :

- l'accès au site peut être fermé à l'aide d'un portail,
- l'accès au bâtiment principal est sécurisé par une alarme,
- autour du site, les accès sont limités par des haies naturelles ou des merlons,

- des activités de stockage de palette en extérieur, à proximité des bâtiment, et de stockage de meubles continuent d'avoir lieu sur les parcelles cadastrales 1920, 1919 et 1921, mais également dans le bâtiment principal situé sur la parcelle 1918, à proximité des stockages de déchets non dangereux de la société RM. Ces activités sont réalisées par la société MULTICONCEPT,
- le responsable de la société MULTICONCEPT indique réaliser une ronde quotidienne du site.

En ce qui concerne les déchets, l'inspection constate le jour de la visite :

- que les véhicules hors d'usages ont été retirés du site,
- qu'une partie des déchets d'amiante sous forme de fibrociments ont été évacués,
- que des déchets métalliques liées aux activités de ferrailage et des DEEE (ballons d'eau chaude notamment) ont été évacués.

Des déchets dangereux restent présents sur site, à l'extérieur du bâtiment, sur un sol meuble :

- environ 5 mètres cubes d'amiante, sous forme de palettes filmées ou de stocks à l'air libre de panneaux de fibrociments amiantés endommagés,
- environ 450 mètres cubes de bois traité,
- environ 10 mètres cubes de déchets électroniques DEEE.

Étant donné le volume de déchets présents sur site, la visite de terrain ne permet pas de quantifier l'ensemble des déchets dangereux possiblement mélangés avec des déchets non-dangereux.

Concernant les déchets non-dangereux stockés sur site, leur volume et leur nature restent similaires à ce qui avait été constaté au cours de la visite du 13/10/2023, à savoir :

- environ 15 100 mètres cubes de déchets non dangereux non inertes,
- environ 350 mètres cubes de déchets sous forme de bois non traité.

Il est à noter que le volume de déchets présents ne permet pas une description exhaustive de leur nature et de la quantité.

L'inspection compte le jour de la visite 25 bennes de volumes divers, allant de 15 à 30 mètres cubes, appartenant d'après l'exploitant au propriétaire du terrain.

L'inspection constate que les activités de la société MULTICONCEPT consistent à stocker des matériaux constitués de bois (palettes et meubles anciens).

Ces activités représentent le jour de la visite d'inspection un volume inférieur à 1000 m³ le jour de

la visite.

Toutefois, l'inspection indique à l'exploitant représenté par le liquidateur judiciaire que le risque incendie lié à la présence de matériaux combustibles à l'intérieur du bâtiment pourrait être aggravé par le stockage de meubles ou de palettes provenant des activités de MULTICONCEPT. Le site ne dispose pas de moyens d'extinction incendie suffisants par rapport au volume de déchets présents.

Il s'avère que les activités de la société MULTICONCEPT sont situées dans l'emprise d'une installation illégale dont les activités relèvent du régime de l'autorisation des ICPE. Ces activités de stockage de meubles mais également de ferraille peuvent être assimilées à des activités de RM Englefontaine, en ce qu'elles consistent en regroupement, tri, transit de déchets de bois ou de métaux.

Dans la mesure où :

- ces activités perdurent sur l'emprise de RM Englefontaine par l'intermédiaire des activités de MULTICONCEPT, y compris dans les bâtiments où sont à ce jour disposés un grand volume de déchets non dangereux,
- qu'il n'est pas acceptable d'apporter des déchets supplémentaires sur ce site qui est une installation classée non autorisée et en liquidation judiciaire,
- que ces activités sont susceptibles d'aggraver les risques d'incendie,

L'inspection demande à l'exploitant représenté par le liquidateur judiciaire de prendre les dispositions qui permettront de faire cesser les activités liées au tri, transit et regroupement de déchets sur l'emprise de RM à Englefontaine.

L'inspection indique enfin au propriétaire, présent le jour de l'inspection, qu'il est responsable en application de la notion de « gardien de la chose » prévue à l'article 1384 du code civil, des dommages que son bien peut causer aux tiers.

Considérant que les fonds disponibles dans le cadre de la liquidation judiciaire de la société RM ne permettront vraisemblablement pas de réaliser l'ensemble des opérations de mise en sécurité des installations, l'inspection demande à l'exploitant, représenté par le liquidateur judiciaire de prioriser les actions de mise en sécurité en fonction de leurs enjeux, à savoir en premier lieu l'évacuation des déchets dangereux et la sécurisation et le contrôle des accès.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société RM située à Englefontaine, et représentée par le liquidateur judiciaire, de transmettre l'ATTES SECUR conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement dans un délai de 6 mois et de réaliser les opérations de mise en sécurité en privilégiant l'évacuation des déchets dangereux et le contrôle des accès aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois